

Ukraine. La révolution de EuroMaïdan accule le régime Ianoukovitch

Marie Mendras

Le 27 janvier 2014, le Premier ministre Mykola Azarov a présenté sa démission, et l'assemblée parlementaire, la Rada, a entériné la chute du gouvernement. Les chefs de l'opposition ont refusé de participer à un gouvernement sous la présidence de Viktor Ianoukovitch, dont ils exigent purement et simplement qu'il quitte le pouvoir.

Le 29 janvier, le chef de l'Etat s'est fait hospitaliser, puis a brusquement quitté l'hôpital pour se précipiter à une réunion de sa formation, le Parti des régions, et menacer ses camarades de toutes sortes de brutalités s'ils cèdent aux demandes des manifestants. Le président ukrainien a touché le fond et perdu le soutien de son camp. Il a été dans le déni de la réalité pendant des mois et n'est plus à même de comprendre la nature des événements et la force du sentiment populaire à son encontre. Le recours à la force armée a entraîné la chute de Viktor Ianoukovitch, en rendant impossible toute négociation avec lui mais le risque d'une escalade de la violence est bien réel tant que celui-ci s'accroche au pouvoir et peut donner des ordres à l'armée.

Le tournant : la répression brutale

Le régime Ianoukovitch a scellé son propre sort le 16 janvier en obtenant à l'arraché et sans discussion, un vote à main levée des députés sur des amendements (ajoutés en urgence au vote sur la loi de finances !) « autorisant » des mesures répressives exceptionnelles contre les manifestants. Ces mesures sont entrées en vigueur le 19 janvier et les forces de l'ordre ont donné la charge contre la foule à Kiev et dans d'autres villes de province. Plusieurs jeunes ont été tués et des centaines blessés entre le 19 et le 30 janvier.

Les morts de Maïdan ont sonné la fin de la présidence Ianoukovitch. Le recours à la force armée, disproportionnée et sans légitimité démocratique, au moment où le gouvernement perdait ses soutiens, a été la grande erreur tactique d'un pouvoir aux abois.

Ce dernier s'est brûlé les mains en actionnant le feu contre les citoyens en colère et en prétendant que ceux-ci étaient devenus dangereux, soi-disant menés par des « terroristes » et des « forces étrangères ». Les observateurs ont pu voir et documenter les provocations contre les manifestants et les actions de quelques groupes infiltrés au sein des campements de Maïdan. La ficelle était trop grosse, et les Ukrainiens qui se battent contre un régime corrompu sont beaucoup trop déterminés et lucides pour tomber dans le piège. La méthode du pompier pyromane précipite la chute du régime. Les kidnappings et tortures, comme celles dont a été victime l'opposant Dmitro Boulatov, démontrent le caractère brutal du clan Ianoukovitch.

Les chefs de l'opposition et les organisateurs de Maïdan ont su calmer les manifestants et les inviter à se défendre tout en reprenant l'initiative politique et en forçant le régime à reculer et à annuler les « lois » liberticides du 16 janvier. Ils ont su trouver un équilibre entre l'occupation continue des bâtiments officiels et des places centrales de Kiev et d'autres villes du pays, et la relance d'un processus politique visant à réinvestir les institutions publiques et à trouver une issue par l'appel à des élections anticipées.

La perte de légitimité des autorités

La faiblesse des régimes totalitaires est qu'ils ont besoin de recourir à la violence, écrivait Hannah Arendt. En utilisant les forces de l'ordre contre les citoyens et en prétendant que la farce du vote inique du 16 décembre à la Rada lui en donnait l'autorité, Viktor Ianoukovitch a oublié cette évidence. Tirer sur ses propres citoyens, qui font peser une menace politique mais non physique sur le gouvernement, démontre l'incapacité politique et l'illégitimité du chef.

La violence retire au chef de l'Etat la légitimité tirée de son élection au suffrage universel direct le 7 février 2010. Cette réalité politique n'a pas été comprise par Ianoukovitch, qui fonctionne dans un autre monde, clientéliste et opaque, et qui s'est persuadé que les Ukrainiens, puisqu'ils avaient voté pour lui, n'avaient plus droit au chapitre pendant les cinq années de son mandat présidentiel ; ils auraient en quelque sorte cédé leurs droits civiques et abandonné aveuglément leur souveraineté le jour du vote. C'était oublier qu'un tiers d'inscrits n'avaient pas voté, et que près d'une moitié des votants avaient préféré Ioulia Timochenko, dans un scrutin controversé. Ianoukovitch ne pouvait prétendre présider un « régime plébiscitaire ».

La corruption et les abus, tant des administrations que des entreprises, ont conduit le pays au bord de l'effondrement économique, écrasé les institutions publiques, et enfermé la société dans une impasse. Dès novembre 2013, le régime Ianoukovitch-Azarov a dû affronter une société humiliée, la colère des simples gens. Or les dirigeants, trop sûrs d'eux, n'ont pas compris et senti le danger. Ils étaient plus effrayés par Vladimir Poutine et les oligarques russes et ukrainiens inquiets de perdre leurs monopoles lucratifs et se croyaient protégés par les « structures de force », les hommes en uniforme. Ils connaissaient mal la situation de leur propre pays, ou ne voulait pas la connaître.

Le clan Ianoukovitch et leurs camarades du Parti des régions n'avaient manifestement pas pris la mesure du mécontentement social dû à la perte de pouvoir d'achat et à l'absence de perspective de millions de personnes. Ils ont aussi probablement sous-estimé la connaissance que les Ukrainiens ont des pays voisins d'Europe, la Pologne, la Bulgarie mais aussi la Moldavie qui va signer l'accord d'association avec l'Union européenne que Ianoukovitch a refusé de ratifier le 29 novembre 2013 au sommet de Vilnius. Ceux qui vivent dans les régions de l'Est sont durement touchés par la crise industrielle et subissent les pressions économiques russes plus qu'ils n'en bénéficient.

Une révolution tranquille portée par des millions de citoyens déterminés à « aller jusqu'au bout » a réussi à déstabiliser les gouvernants et à les pousser vers la sortie. Les pages qui suivent analysent cet exceptionnel phénomène politique et social que j'ai pu observer à Kiev en décembre 2013. La résolution farouche qui se lisait sur tous les visages m'avait convaincue que le mouvement de protestation ne faiblirait pas.

La force de la révolution tranquille : Maïdan, décembre 2013

Le mouvement EuroMaïdan a traversé les longues fêtes de fin d'année, en dépit des menaces, des répressions et du froid. Depuis le 21 novembre 2013, où le président Ianoukovitch a annoncé qu'il ne signerait pas l'accord d'association avec l'Union européenne, la place Maïdan, renommée EuroMaïdan, a toujours été occupée par les Ukrainiens, plusieurs centaines de milliers certains dimanches, quelques milliers les jours de semaine et des dizaines de milliers en soirée. La place et l'avenue Krechtchatik appartiennent aux Ukrainiens, venus de toutes les provinces du pays. La mairie de Kiev est occupée, le maire doit quitter ses fonctions. A quelques mètres de la tribune où se succèdent discours politiques, poèmes et chansons, la Maison des syndicats sert de quartier général à toutes les oppositions rassemblées et organise de la vie sur Maïdan. Les drapeaux européens flottent sur la foule, presque aussi nombreux que les drapeaux ukrainiens. Le slogan le plus populaire est : « Pour l'Ukraine, avec l'Europe ».

« Maïdan, ce n'est pas seulement un point sur la carte de Kiev, ce sont des valeurs réelles, c'est l'endroit de la liberté, ce sera quelque chose comme Solidarnosc en Pologne », explique Arseni Iatseniouk, leader du parti d'opposition Batkivchtchina, rassemblé autour de l'ex-Premier ministre emprisonné Ioulia Timochenko. Maïdan est de nouveau, neuf ans après la révolution orange, le cœur et le nerf de l'Ukraine politique. On dit que les manifestants ne sont pas en majorité des Kieviens, car toutes les provinces du pays, toutes les villes, même de l'Est pourtant plus russophone, ont

envoyé des centaines de citoyens à Kiev. Les groupes se succèdent sur la place, jour après jour, car il a été décidé de concentrer le mouvement de protestation, le *sit in*, dans la capitale, en y faisant venir les provinciaux.

Ainsi, Maïdan représente l'Ukraine, pas seulement la capitale ou les grandes villes de la Galicie, très européennes car n'ayant jamais appartenu à l'empire tsariste (elles ont été conquises par Staline pendant la guerre). Certes, les Ukrainiens de l'Ouest sont plus représentés que les habitants de Donetsk ou Dnepropetrovsk, villes industrielles de l'Est où Ianoukovitch et ses proches sont le mieux implantés. La surprise de cette nouvelle rébellion anti-régime est qu'elle concerne quasiment toutes les régions, toutes les générations, toutes les professions. Il semble que les fortes différenciations politiques et sociales qui fragmentent l'Ukraine ont été peu à peu effacées par les abus du pouvoir qui ont choqué l'ensemble de la population et par le marasme économique qui affecte la quasi totalité des quarante-six millions d'habitants. Bien sûr, les différences demeurent, et demeureront, entre l'Est et l'Ouest, entre Kiev et Sébastopol en Crimée, entre Odessa et Donetsk, entre les orthodoxes et les gréco-catholiques, les jeunes et les vieux, les pauvres et les riches. En Ukraine comme dans tous les pays.

Les derniers sondages conduits par la sociologue Irina Bekechkina en décembre 2013 indiquent que la majorité des Ukrainiens soutiennent la révolte de Maïdan et qu'ils ne comptent pas sur la Russie pour les tirer du marasme économique et social. Ils n'attendent pas non plus de l'Union européenne une solution miracle, mais une aide à long terme pour construire un Etat de droit et enrayer le déclin économique grâce à une hausse des échanges. L'accord d'association aurait permis de mettre en place des mesures de libre échange et des coopérations en matière de justice, d'éducation, de santé. Rien de tel ne semble être prévu dans les accords signés entre les présidents russe et ukrainien en décembre dernier.

Une remarquable organisation

Le 22 décembre, alors que j'étais sur Maïdan, la foule a voté à main levée pour former le Mouvement populaire Maïdan » et élu son comité d'organisation. Les chefs des différents partis politiques d'opposition en sont membres. Ce qui m'a le plus frappé est l'incroyable détermination des gens, leur patience et leur remarquable organisation. Cet engagement se lit sur les visages de Maïdan. Le sérieux, la calme obstination, l'écoute, l'absence de conversations futiles. Ils ont vécu la révolution orange, ou, pour les très jeunes, en ont subi le dur contrecoup, la grande désillusion des divisions fratricides de ce mouvement. Les Ukrainiens de tous âges qui restent stoïquement debout sur Maïdan n'attendent plus d'être sauvés par d'autres, de l'intérieur ou de l'étranger mais comptent sur leurs propres forces. Ils sont convaincus de se battre pour la seule issue possible : la fin du régime corrompu, la fin des « bandits », terme le plus couramment employé pour désigner Viktor Ianoukovitch, Mykola Azarov, leurs ministres et leurs proches. Ils ont un seul mot d'ordre : le départ du président et de son gouvernement, et plusieurs revendications : la démission du ministre de l'Intérieur (le chef de la police a été obligé de démissionner après la répression brutale contre de jeunes manifestants dans la nuit du 29 au 30 novembre), la libération de Ioulia Timochenko, la poursuite des discussions avec l'Union européenne, le refus de « vendre l'Ukraine à la Russie ».

La foule conspu également les oligarques, qui se confondent avec les politiques. Ainsi, le fils du président Ianoukovitch a fait fortune depuis la prise de fonction de son père début 2010. Certains des plus puissants des hommes d'affaires ont une forte influence et sont prêts à prendre leurs distances avec le gouvernement actuel pour préparer une relève et garantir leurs intérêts. Viktor Pintchouk, gendre de l'ancien président Koutchma, fait partie de ces magnats qui ne dépendent pas du clan Ianoukovitch. Le milliardaire Rinat Akhmetov, qui dit ne pas faire de politique, a soutenu les manifestations pro-européennes ; sa chaîne de télévision, Ukraïna, couvre avec sympathie le mouvement EuroMaïdan. Petro Porochenko, autre riche entrepreneur qui fût brièvement ministre de Ianoukovitch, s'est joint aux leaders d'opposition dès l'automne dernier. Il était aux côtés des trois grands chefs de parti à Vilnius pour prendre la parole à une conférence publique organisée en marge du sommet de l'Union européenne avec les six pays du partenariat oriental (Ukraine, Biélorussie, Moldavie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan).

En écoutant ces quatre opposants ukrainiens à Vilnius, alors même que Ianoukovitch refusait de signer l'accord avec l'Union européenne, on comprenait à quel point le président ukrainien était incapable de représenter les intérêts de ses concitoyens et rassemblait contre lui toutes les forces politiques nationales, hormis son Parti des régions, par ailleurs sérieusement affaibli, qui a essayé, sans grand succès, de s'opposer au mouvement de Maïdan par des sit-in dans le parc Mariinski.

Les partis politiques à la traîne

Les chefs de l'opposition se sont trouvés, à leur tour, dépassés par leur base. Ils ont été surpris par l'ampleur et la durée de cette protestation populaire, qui a surgi à Kiev et Lvov, avant de gagner en quelques jours de nombreuses autres villes. Les partis, les organisations sociales, les syndicats se sont efforcés de suivre le mouvement, souvent avec retard. Sur Maïdan, désormais entourée de barricades de fortune, et fermée à la circulation, sont dressées de nombreuses tentes. Chaque région et grande ville a la sienne. On fait la queue pour s'enregistrer comme volontaires pour approvisionner le campement, faire la cuisine, nettoyer, assurer la sécurité.

Les partis politiques ont du mal à proposer de nouvelles idées ou des initiatives. Ils sont souvent en retard sur Maïdan, qui est devenu un univers social, un lieu où se côtoient des personnes de tous horizons. Le calme, l'organisation, le respect de l'autre sont remarquables. Jamais de bousculade, même quand plus de cent mille personnes sont au coude à coude sur la place. De jeunes gens passent avec des plateaux de thé chaud et des sandwiches, on se sert, on dit merci, on se sourit. De grandes boîtes sont installées à côté de la Maison des syndicats, QG de la protestation depuis novembre, ces boîtes collectent les dons nécessaires pour acheter le thé, les sandwiches, le repas du soir, les couvertures, et tout le nécessaire pour tenir le siège de la place.

Ainsi, les gouvernants n'ont plus accès à la place, à l'avenue Krechtchatik ou à la mairie de Kiev. Ils sont poussés hors du centre ville. Ils font comme si de rien n'était, laissent faire et affirment toujours gérer le pays. Les manifestants occupent le centre ville, alimentent les médias du matin au soir et ne se préoccupent pas de ce que décident les gouvernants, sauf quand ces derniers ont recours à la répression. Le 30 novembre, après les abus des Berkout, les forces anti-émeutes, un demi-million de personnes ont envahi le centre ville de Kiev. Ianoukovitch a pris peur, exprimé des regrets et mis à pied le chef de la police. S'il a compris que les médias et Internet étaient largement acquis à EuroMaïdan, il continuait à penser que les manifestants s'épuiseraient et finiraient par rentrer chez eux avant les fêtes de fin d'année.

La révolution orange de 2004 avait été provoquée par les fraudes électorales lors de l'élection présidentielle ; les électeurs s'étaient sentis floués, tout comme les Russes qui se sont insurgés en décembre 2011 contre les fraudes aux élections législatives. Les partis politiques et surtout les grandes figures de l'opposition, Viktor Iouchtchenko et Ioulia Timochenko, dominaient à cette époque la scène publique et avaient offert une alternative évidente au régime de Leonid Koutchma. Ces figures de l'opposition, qui avaient précédemment été ministre ou gouverneur de la Banque centrale, faisaient autorité et personnifiaient l'esprit de la révolution orange. Contrairement à 2004, les manifestants n'attendent pas l'homme providentiel mais demandent une refondation du pays, des gouvernants honnêtes, une justice impartiale.

En ce début d'année 2014, avant la répression du 19-20 janvier, l'opposition et le pouvoir campaient sur leurs positions. Les barricades de Maïdan les séparaient, mais ces barricades de fortune n'avaient pas pour fonction d'empêcher la communication entre les deux camps. Les messages passaient, les enfants informaient leurs parents, les villes et régions discutaient entre elles, des opposants essayaient de convaincre les légitimistes de lâcher Ianoukovitch, les médias relayaient de plus en plus librement les événements. La pluralité, la diversité, la tolérance font sans aucun doute la force du mouvement populaire. Et les hommes du pouvoir, oligarques et politiques, apparaissent comme figés, en défense, et donc responsables du blocage actuel. La société en colère, mobilisée et bien organisée, ne provoque pas les policiers mais se défend si elle est attaquée. L'opposition populaire est déterminée et patiente, de cette patience que nourrit la volonté inébranlable de sortir de l'impasse dans laquelle Ianoukovitch et son clan ont placé l'Ukraine.

Jusqu'à aujourd'hui, la grande force des Ukrainiens a été d'agir pacifiquement, raisonnablement, de

façon solidaire en cherchant toujours à trouver une solution politique et à convaincre les institutions publiques et les hommes qui les dirigent, de respecter le droit et de se montrer tolérants. Leur première victoire est inscrite dans le vote de la Rada du 27 janvier, qui a annulé celui du 16 janvier et débouché sur la démission du gouvernement Azarov. Les représentants du peuple ont donc dû reconnaître leur méfait. De même, la Cour constitutionnelle et les tribunaux ont choisi de ne plus soutenir le pouvoir exécutif. Enfin, les acteurs économiques ont compris que le vent était en train de tourner. Les oligarques proches du clan Ianoukovitch ont pris leurs distances ; les autres se préparent à un changement de ligne et à un renouvellement des hommes. La prochaine bataille, celle pour des élections anticipées, s'ouvrira bientôt. Les institutions publiques sortiront peut-être gagnantes de ce combat mais la répression a fédéré les Ukrainiens et gommé les différences géographiques, culturelles, linguistiques existant entre les provinces.

Assumer les deux voisinages : Europe et Russie

Depuis la démission du gouvernement ukrainien, et à la veille des Jeux Olympiques de Sotchi, les autorités et les oligarques russes font profil bas, tandis que les médias officiels de Moscou donnent une version déformée de la révolution ukrainienne. La signature de l'accord d'association a été l'objet d'un bras de fer entre Vladimir Poutine et l'Union européenne. Le dirigeant russe avait tout misé sur les pressions économiques, en mettant en place un embargo sur les produits ukrainiens et en laissant planer l'incertitude sur le prix d'achat du gaz russe, pour obliger Kiev à accepter les conditions du Kremlin. Le président russe n'avait pas prévu la résistance de la société ukrainienne. Une nouvelle fois, neuf ans après la révolution orange, il montre combien il connaît mal ce pays pourtant si proche et qu'il sous-estime toujours le facteur politique et culturel.

L'Europe a su présenter la révolte politique ukrainienne comme l'expression d'un choix de société, le combat de l'Etat de droit contre l'arbitraire. Elle n'a pas imposé à Kiev un choix binaire mais offert une coopération qui n'exclut d'aucune façon les échanges entre l'Ukraine et la Russie. L'Union européenne ne pouvait pas, et ne voulait pas, faire monter les enchères pour porter à bout de bras un régime Ianoukovitch corrompu et inefficace. Elle a proposé d'établir des relations économiques, politiques, culturelles et scientifiques sur le long terme.

Dans l'immédiat, Kiev traverse une dangereuse zone de tempête. Le pays mérite d'être soutenu, conseillé, accompagné par les démocraties occidentales. Il ne s'agit pas de s'ingérer dans la vie politique ukrainienne mais de répondre à une demande de la société et de mettre en place une politique intelligente de bon voisinage. L'urgence est de parvenir à inverser la spirale de la violence.

Paris, le 30 janvier 2014

Une version courte de ce texte est publiée dans la revue [Esprit](#) [1] de février 2014.